



**PRÉFET  
DE L'ORNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la coordination interministérielle  
et de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1122-26-20-047  
portant sur l'autorisation des agents de la maison de l'estuaire et des  
personnes mandatées par celle-ci, à pénétrer sur des propriétés privées non closes des  
communes du département de l'Orne, aux fins de recensement de l'oiseau butor étoilé  
dans le cadre de la mise en œuvre du plan national d'action (PNA)  
en faveur de cette espèce**

Le préfet de l'Orne,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, et notamment son article L.411-1-A ;

**Vu** la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 23 juillet 2025 nommant monsieur Hervé TOURMENTE, préfet de l'Orne ;

**Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 mars 2026 donnant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** la demande formulée le 30 mars 2026 par madame Romane TESSIER, chargée d'études animation régionale du PNA en faveur du butor étoilé à la maison de l'estuaire ;

**Considérant** que le butor étoilé est un héron classé « vulnérable » sur la liste rouge des oiseaux nicheurs de France métropolitaine (UICN France et al. 2016) ;

**Considérant** que l'acquisition d'informations sur l'oiseau butor étoilé au moyen d'inventaires de terrain est nécessaire pour le recensement exhaustif de cette espèce dans le cadre de la mise en œuvre du plan national d'action (PNA) ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

Les agents de la maison de l'estuaire, gestionnaire de la réserve naturelle nationale de l'estuaire de la Seine, et les personnes mandatées par la celle-ci, sont autorisés, aux fins de recensement de l'oiseau butor étoilé dans le cadre de la mise en œuvre du plan national d'action (PNA) en faveur de cette espèce, à pénétrer de jour sur des propriétés privées non closes des communes du département de l'Orne et, de ce fait, à franchir clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations.

## **Article 2**

Le présent arrêté est valable à compter de sa date de signature jusqu'au 31 août 2026. Conformément à l'article 8 de la loi du 29 décembre 1892, il est périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois à compter de sa signature.

## **Article 3**

Pendant toute l'opération, les personnes autorisées devront être en mesure de présenter, à toute réquisition, une copie de cet arrêté.

## **Article 4**

Le présent arrêté sera affiché immédiatement dans chacune des mairies des communes visées par cet arrêté.

L'exécution des travaux débutera, au plus tôt, dix jours après l'affichage de l'arrêté en mairie.

## **Article 5**

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Orne.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit devant le tribunal administratif de Caen dans les deux mois à compter de sa réception. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il peut également, dans ce délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans un délai de deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration vaut décision implicite de rejet à l'issue de ce délai). En cas d'exercice successif d'un recours gracieux puis d'un recours hiérarchique, ce délai de deux mois n'est reporté qu'une fois.

## **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Orne, le directeur régional Normandie de l'office français de la biodiversité ainsi que les maires des communes du département de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alençon, le 22/05/2026

Pour le préfet,  
Le sous préfet,  
Secrétaire général

  
Yohan BLONDEL